

Coupes en francisation: une coalition d'acteurs politiques et du réseau de l'éducation demande à la CAQ de reculer

Québec, le 30 octobre 2024 - Alors que les compressions budgétaires imposées par le gouvernement de la CAQ entraînent la fermeture des classes de francisation aux quatre coins du Québec, une coalition formée de Québec solidaire (QS) et du Parti québécois (PQ), ainsi que de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et de la Fédération québécoise des directions d'établissements d'enseignement (FQDE) demande à la CAQ d'éliminer les restrictions budgétaires imposées aux centres de services scolaires afin de rouvrir les classes de francisation fermées récemment et d'assurer qu'aucune classe ne ferme, et que l'on réponde aux besoins réels dans les milieux.

« La CAQ va faire reculer le français! À cause des coupes en francisation, des milliers de personnes vont perdre une ressource indispensable pour s'intégrer à leur communauté et travailler en français. Encore hier, comble de l'ironie, on apprenait une nouvelle coupure dans la circonscription de M. Drainville! La CAQ doit revenir sur sa décision et maintenir ouvertes toutes les classes de francisation qui sont menacées de fermer, je demande à messieurs Roberge et Drainville de s'y engager. Il n'y a pas d'économies à faire sur le dos des personnes qui ont levé la main pour apprendre le français », a déclaré M. Cliche-Rivard, député de Saint-Henri-Sainte-Anne et responsable du dossier de la francisation pour Québec solidaire lors d'un point de presse à l'Assemblée nationale du Québec.

« Après avoir perdu le contrôle de l'immigration, le gouvernement de la CAQ a maintenant perdu le contrôle de la francisation des immigrants. Il dit que la francisation est essentielle mais il coupe les ressources. Les ministres Roberge et Drainville vont-ils continuer à nier que la fermeture de classes de francisation et la mise à pied des enseignants partout au Québec est le résultat des coupes du gouvernement de la CAQ? Au nom d'un autre rebrassage de structure que la population n'a jamais demandé, le gouvernement de la CAQ sacrifie toute une cohorte de nouveaux arrivants qui ne demandent qu'à apprendre le français dans de vraies classes avec de vrais enseignants », a ajouté M. Paradis, député de Jean-Talon et porte-parole du Parti québécois pour la Capitale-Nationale.

« La francisation est en grand péril. Des enseignants perdent cavalièrement leur emploi, des services se font démanteler et des personnes immigrantes se retrouvent sur des listes d'attente interminables. Les services ne seront même plus accessibles pour elles dans des régions mal desservies par le MIFI. Quel gâchis! Dans les règles budgétaires, le ministère de l'Éducation refuse que l'argent déjà versé dans les coffres serve à franciser des personnes immigrantes. Que le

ministre revoie ses paramètres budgétaires et réponde aux réels besoins des milieux! On ne valorise pas la profession enseignante ni la langue française en les traitant de la sorte », a fait savoir Richard Bergevin, président de la FSE-CSQ, appuyé par Steven Le Sueur, président de l'Association provinciales des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ).

« Il est important de ramener le financement et l'administration des sommes allouées à la francisation dans la cour des CSS et des centres d'éducation des adultes pour rétablir l'accessibilité aux cours de francisation et ainsi faciliter l'intégration des nouveaux arrivants », a renchéri Nicolas Prévost, président de la FQDE.

« Le démantèlement actuel des services de francisation dans les centres de services scolaires, en plus d'empêcher des centaines d'élèves d'accéder à des services de qualité et de proximité, démontre un manque de respect criant du gouvernement envers l'éducation des adultes et les compétences des profs de francisation. Le ministre de l'Éducation se cache derrière les règles budgétaires et les directives du ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour justifier son manque de leadership alors qu'il devrait valoriser l'expertise enseignante. L'urgence de la situation n'est plus à démontrer, il faut agir », a conclu Mélanie Hubert, présidente de la FAE.

-30-

Renseignements:

Victor Wong Seen-Bage

Attaché de presse

Aile parlementaire de Québec solidaire

(581) 991-3465 ou Victor.WongSeen-Bage@assnat.qc.ca

Emmanuel Renaud

Attaché de presse, Aile parlementaire du Parti québécois

(418) 720-5717 ou emmanuel.renaud@assnat.qc.ca

Sylvie Lemieux

Attachée de presse et conseillère en relations publiques

Cellulaire: 418 563-7193

Bureau: 418-649-8888 poste 3120

lemieux.sylvie@fse.lacsq.org

Elodie Lacroix

Directrice des communications - FQDE

514 918-7855

elodie.lacroix@fqde.qc.ca

Roxane Gaudreault
Conseillère, Communications - FAE
r.gaudreault@lafae.qc.ca ou au (514) 709-7763